

L'emploi en France

Introduction du thème :

L'emploi est un thème d'actualité qui intéresse et inquiète une grande majorité de Français. Cela peut se comprendre aisément compte tenu de l'importance et de la répercussion de celui-ci dans la vie de chacun. L'importance de ce thème est visible grâce à sa présence quasi quotidienne sur les supports tels que la télévision et les périodiques. De même, des périodiques réputés, Alternatives économiques par exemple, publient de temps en temps des hors-série spécialement consacrés à l'emploi.

L'emploi est un thème complexe que nous allons essayer d'aborder à travers l'actualité du 13 octobre 2006 au 11 janvier 2007.

Nos recherches se sont essentiellement concentrées sur la presse écrite, en majorité Les Echos, le quotidien de l'économie (et son supplément entreprises et marchés), Le Monde ainsi que Alternatives Economiques (principalement son hors-série consacré à l'emploi ainsi qu'un autre consacré aux chiffres de l'économie 2007).

Trouver des articles en rapport avec le thème n'a pas été une difficulté, bien au contraire, mais étant seul pour chercher, analyser, résumer, organiser et dactylographier, il n'a pas été possible de traiter autant d'articles que souhaité, en particulier car certains articles présents dans ce panorama, très complexes, ont nécessité beaucoup de temps.

Résumé

Résumer l'emploi en France en quelques lignes semble être une opération impossible si l'on espère n'omettre aucune information importante. Pour simplifier, nous dirons que l'emploi est sûrement le thème le plus important dans le quotidien des Français, et que ceux-ci se posent beaucoup de questions à son propos et s'en inquiètent, à raison. En effet, l'emploi a certes évolué, aussi bien au niveau de la rémunération, des conditions de travail, des avantages (les congés payés par exemple), du temps travail (que ce soit hebdomadaire ou total ; départ à la retraite) mais cependant des problèmes subsistent, et même s'amplifient, tels celui du chômage, véritable « bête noire » de l'emploi français et psychose des Français, ou encore la question des 35 heures et de la réduction du temps de travail dont le débat continue, pour savoir s'il faut encourager ces réformes ou non. Il ne faut pas oublier que le problème de la parité n'est toujours pas complètement réglé.

De plus, il faut noter, que l'emploi est entré dans une nouvelle phase, notamment à cause (ou grâce ?) à la mondialisation ; les emplois se déplacent ainsi des cols bleus au col blancs, préférant la tertiarisation, et se font de plus en plus précaires, privilégiant la mobilité et la flexibilité, valeurs essentielles de la mondialisation.

Sommaire :

Afin de donner de la clarté ainsi qu'une certaine organisation à ce diaporama, celui-ci sera divisé en quatre parties :

I/-Les articles à propos de la réduction du temps de travail. Page 4.

II/-Les articles concernant le sujet de la retraite. Pages 5 et 6.

III/-Les articles traitant du chômage et de la précarité. Pages 7 et 8.

IV/-Quelques articles supplémentaires, ne rentrant pas dans ces trois parties majeures, mais apportant tout de même de précieux renseignements sur l'emploi en France. Page 9 à page 11.

A noter que ce découpage n'a pas été opéré dans l'optique de créer des parties comprenant un nombre égal d'articles ainsi la partie concernant le sur le chômage et la précarité est plus fournie, car c'est le sous-thème qui est principalement au cœur des inquiétudes, et les articles lui étant consacrés sont les plus nombreux.

I/Réduction du temps de travail :

Palierse, Christophe. – Hôtellerie-restauration : imbroglio juridique après la décision du Conseil d'Etat. – Les Echos : entreprises et marchés, 19 octobre 2006, n°19.776, page 27

Résumé : Le Conseil d'Etat a annulé le 18 octobre le volet temps de travail de l'accord de branche de juillet 2004 concernant le domaine de l'hôtellerie-restauration. Ce volet temps fixait notamment la durée du travail hebdomadaire conventionnelle à 39 heures. Le conseil d'Etat, par cette annulation, a donc ouvert la voie à la mise en œuvre du droit commun et donc des 35 heures dans l'hôtellerie-restauration. Mais un imbroglio juridique s'est constitué à cause de la résurgence d'un décret de 1999 qui instaurait pour ce secteur la durée du travail hebdomadaire à 43 heures au lieu de 45 heures. La mise en œuvre des 35 heures est donc bloquée dans un incompréhensible nœud juridique et des négociations devraient s'ouvrir bientôt.

Mots clés : 35 heures / hôtellerie / restauration

Steinman, Lionel. – 35 heures, leçons pour la présidentielle. – Enjeux Les Echos : le mensuel de l'économie, novembre 2006, n°229, pages 72 et 76

Résumé : Enjeux, dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, explore les différents débats soulevés par la question sociale. Dans le numéro de ce mois-ci, il est question des 35 heures, dont le bilan oppose encore farouchement la gauche et la droite. Faut-il les « brûler » comme le veut la droite ou bien les étendre comme le souhaite la gauche ? Enjeux tente d'apporter quelques éléments de réponse.

Mots-clés : 35 heures / élection présidentielle / chômage / conditions de travail / inégalité / finances publiques / compétitivité

II/Retraite :

Dorival, Camille. – Des conditions de travail difficiles. – Alternatives Economiques, hors-série : Les chiffres de l'économie 2007, 4^{ème} trimestre 2006, n°70, pages 30 et 31

Résumé : Même si en 2006, les conditions de travail des salariés français ne plus celles des mineurs du XIXème siècle, les pénibilités physiques sont cependant loin d'avoir disparu. Par ailleurs les contraintes liées à l'organisation du travail, l'exposition à des risques chimiques ou biologiques, ainsi que le stress lié au travail augmentent de manière continue. Toutes les catégories socioprofessionnelles ne sont pas touchées de la même manière. Un tiers de la population salariée (surtout les ouvriers mais aussi des employés du commerce) cumulent pénibilités physiques, contraintes organisationnelles, manque d'autonomie dans l'accomplissement de leur travail et faiblesse des solidarités entre collègues de travail. A l'inverse, les cols blancs (cadres et professions intermédiaires) subissent peu de pénibilités physiques, disposant d'une latitude décisionnelle et de marges de manœuvre élevées, qui compensant une charge de travail importante. Les risques et les pénibilités ont davantage augmenté pour les ouvriers et les employés qui étaient déjà les plus exposés avec des conséquences importantes sur leur santé. Des négociations sont donc en cours depuis 2005, visant à permettre aux travailleurs ayant connu des conditions de travail particulièrement pénibles de pouvoir partir à la retraite de manière anticipée. Mais syndicats et patrons n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord sur la question. Pour appuyer ces observations, des tableaux et graphiques accompagnent cet article : le pourcentage de salariés exposés à des contraintes et rythmes de travail, le pourcentage de salariés soumis à des contraintes de temps de travail, le pourcentage de salariés exposés à des produits cancérigènes en 2003, selon le statut d'emploi, le pourcentage de salariés exposé à des contraintes physiques en 2003, par catégorie socioprofessionnelle, l'évolution du nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles en France de 1995 à 2004.

Mots-clés : conditions de travail / maladie / accident / risque / pénibilité / retraite / négociation

Comarmond, Leïla de. – Les fonctionnaires partent à la retraite neuf mois plus tard qu'en 2003. – Les Echos : entreprises et marchés, 19 octobre 2006, n°19.776, page 3

Résumé : L'auteur constate que les fonctionnaires partent à la retraite neuf mois plus tard qu'en 2003. En effet l'âge moyen de départ à la retraite des fonctionnaires est passé de 57 ans et 3 mois en 2003 à 58 ans et 1 mois en mai 2006. On atteint désormais les 33 ans de durée moyenne de services effectifs. Cela est dû à la réforme de 2003 qui a allongé la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à temps plein. Les agents de l'Etat qui l'ont pu ont pris leur retraite avant que cette réforme soit mise en œuvre mais, dès 2004, les fonctionnaires restants ont dû s'y plier. Bien que le bilan financier actuel de la réforme n'ait pas été chiffré, il est sûr que les dépenses de retraites ont continué à progresser sous l'effet du papy-boom (35 milliards d'euros).

Mots clés : retraite / fonctionnaire / réforme / cotisation

Fouteau, Carine. – Les promesses sur la retraite des immigrés âgés en suspens. – Les Echos : le quotidien de l'économie, 20 novembre 2006, n°19,797, page 6

Résumé : Le ministre de l'emploi et de la cohésion sociale, Jean-Louis Borloo, touché par les conditions de logements des vieux travailleurs immigrés, espérait agir vite en leur permettant de retourner dans leurs pays d'origine. Se pose cependant dans le projet certains points sensibles tels le périmètre exact de la population concernée et le financement. A noter que très peu des personnes concernées ont exprimé vouloir retourner dans leurs pays.

Mots-clés : retraite / travailleurs immigrés / amendement

III/Chômage et précarité :

CL., D. – De plus en plus de travailleurs-chômeurs.- Alternatives Economiques, hors-série : Les chiffres de l'économie 2007, 4^{ème} trimestre 2006, n°70, pages 28 et 29

Résumé : Pour une part croissante des salariés, le quotidien consiste à avoir un pied dans l'emploi et l'autre dans le chômage. En effet, un nombre important de personnes ne bénéficie pas de CDI mais de « formes d'emplois particulières » (c'est à dire des emplois temporaires tels des stages rémunérés, des CDD ou des missions d'intérim) ou encore d'emplois à temps partiels (dont la plupart sont subis, c'est à dire avec une durée inférieure à celle souhaitée). La plupart des gens se trouvant dans cette situation vivent la galère au quotidien, incertains du lendemain, avec des salaires et des droits sociaux réduits à cause d'une durée d'emploi ou de temps de travail hebdomadaire elle-même réduite. Ils sont de plus en plus souvent à la fois salariés et demandeurs d'emploi. Ces situations mixtes constituent le « halo du chômage » comme il est dit parfois et permettent aux employeurs d'ajuster les effectifs à la situation du marché, tout en conservant précieusement les salariés qualifiés. Hélas ces travailleurs-chômeurs ne subissent que les inconvénients de ce système, il faut parvenir à ce que leurs droits sociaux soient améliorés, leurs acquis personnels reconnus, leur formation développée et leurs revenus complétés : bref ; que la flexibilité soit sécurisée. Cet article est accompagné de différents tableaux et graphiques tels les formes particulières d'emploi salarié, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite et leur part dans le total des demandeurs d'emploi entre 1996 et 2006, l'évolution du nombre de chômeurs de longue durée ainsi que les intentions d'embauche dans le secteur privé entre septembre 2005 et juin 2006, ainsi que leur répartition par taille d'employeur.

Mots-clés : chômage / temps partiel / forme d'emploi particulière / intérim/ CDI / CDD / flexibilité

Moatti, Sandra. – Demain, moins d'actifs et moins de chômeurs ? . – Alternatives économiques, hors-série : Les chiffres de l'économie 2007, 4^{ème} trimestre 2006, n°70, pages 24 et 25

Résumé : Le chômage baisse depuis la mi-2005, non pas uniquement grâce aux créations d'emplois de l'économie française, mais également de l'évolution démographique ; les papy-boomers commencent à partir à la retraite et sont remplacés par des générations moins nombreuses. Cependant il n'est pas dit que la démographie nous sauvera du chômage ; le profil de la population active est difficilement déterminable à l'avance et les exemples étrangers montrent qu'il n'y a pas de lien préétablis entre l'évolution de la population active et celle du chômage.

Pour appuyer cela, cette partie du hors-série est appuyée de nombreux graphiques : taux de chômage en France (de 1968 à 2006), comparatif des taux de chômage de différents pays européens, évolution de l'emploi dans les principaux pays développés, la part des chômeurs et celle des inactifs dans la population active.

Mots-clés : chômage / actif / inactif / démographie

Maurin, Louis. – Comment va la France ? . – Alternatives Economiques, hors-série : Les chiffres de l'économie 2007, 4^{ème} trimestre 2006, n°70, pages 8 et 9

Résumé : Les Français vivent mieux qu'il y a 25 ans, les foyers sont mieux équipés, on part plus souvent en congés, on travaille moins et on vit plus longtemps. De plus les Français sont plus épanouis individuellement, ont accès à plus de libertés et de confort. Mais les dégâts de chômage de masse entachent ce beau tableau. Le chômage frappe une bonne partie de la population active et entraîne dans son sillage une précarité plus large. Les inégalités se remettent à s'accroître chez les jeunes comme entre générations. Dans cette partie de ce hors série très intéressant pour le thème de l'emploi, nous trouvons des graphiques pouvant nous être utiles sur les inégalités de revenu selon les classes d'âges, le revenu disponible brut annuel par habitant en euros, la part des CDD et de l'intérim dans l'emploi salarié total, la durée annuelle du travail en heures et l'évolution du nombre de chômeurs. Finalement on trouve également un dernier graphique comparatif qui rapporte le salaire des femmes à celui des hommes, montrant les inégalités de salaire entre les deux sexes.

Mots-clés : revenu / parité / précarité / durée du travail / chômage / CDD / intérim

Robequain, Lucie. – Le travail précaire constitue la principale source d'inégalités salariales. – Les Echos : le quotidien de l'économie, 20 novembre 2006, n°19,797, page 4

Résumé : Vendredi, Jacques Delors (président du Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale) a présenté au Premier ministre un rapport sur la démographie, la pauvreté et le travail, lequel devrait permettre d'alimenter les débats de la conférence sur l'emploi et les revenus qui se tiendra le 14 décembre à Matignon avec l'ensemble des partenaires sociaux. Son auteur dresse une revue détaillée de la situation du pouvoir d'achat des français. Bien que les salaires aient augmenté, le pouvoir d'achat continue de baisser, et cela à cause du travail précaire qui réduit le temps de travail des français. Le salaire horaire a un effet bien moins inégalitaire que le travail à temps partiel et le travail précaire. Il s'inquiète également de l'avenir de ces jeunes qui sortent du système scolaire sans diplôme et appelle à des réformes concernant le système éducatif pour résoudre entre autres cela.

Mots-clés : rapport / travail précaire / temps partiel / salaire / pouvoir d'achat / diplôme / inégalité

Marché du travail et chômage. – Alternatives Economique, hors-série : L'emploi, 1^{er} trimestre 2007, n°71, page 6

Résumé : Deux graphiques et deux tableaux pour donner quelques repères précis et plus qu'utiles sur le taux d'emploi en France, en équivalent temps plein, pour les 15-64 ans en 2005, sur la composition du travail en France en 2003, sur la répartition des demandeurs d'emploi selon le poste recherché en 2006, et enfin sur le taux de chômage de 1960 à octobre 2006.

Mots-clés : Chômage

IV/Articles supplémentaires :

L., CH. – La direction de la SNCF ferme la porte aux syndicats grévistes. – Les Echos : entreprises et marchés, 7 novembre 2006, n°19,788, page 35

Résumé : A la veille d'une nouvelle grève de la SNCF sur des qualifications qualifiées de « disparates », la nouvelle présidente de la SNCF, Anne-Marie Idrac, refuse de réunir les organisations syndicales afin de négocier : elle souhaite ainsi faire assumer totalement les conséquences de cette grève aux cheminots. Ceux-ci dénoncent le manque de dialogue social.

Mots-clés : grève / SNCF / négociations

Nicolas Sarkozy : « Je veux réconcilier le pays avec le capital, la réussite et l'ambition. ». – Les Echos : le quotidien de l'économie, 9 novembre 2006, n°19,799, pages 10 et 11

Résumé : A l'aube des élections présidentielles, Nicolas Sarkozy s'exprime sur des questions posées par cinq acteurs de l'économie, notamment sur des questions concernant l'emploi telles la fermeture d'usines, les 35 heures, le chômage, le contrat de travail unique, les problèmes de délocalisation, en bref tous les thèmes qui préoccupent les Français.

Mots-clés : 35 heures / délocalisation / contrat de travail / chômage / mobilité

Duval, Guillaume. – Où se crée l'emploi ? . – Alternatives Economiques, hors-série : les chiffres de l'économie 2007, 4^{ème} trimestre 2006, n°70, pages 26 et 27

Résumé : En 2005, on dénombrait 25 millions d'emplois contre 22 millions en 1982. Au sein de ces emplois, les poids des différents secteurs d'activité ont profondément changé ; agriculture et industrie ont fortement reculé au profit du secteur tertiaire. Cependant, pour ce qui est de l'industrie il faut relativiser ; en effet on observe parallèlement un développement très important du secteur des services aux entreprises du fait de l'externalisation de nombreuses fonctions, notamment pour les entreprises industrielles. La tertiarisation a également eu pour effet que les salariés travaillent désormais dans des collectifs de taille beaucoup plus petite qu'au début des années 70 : plus de la moitié sont désormais employés au sein d'unités de moins de 50 personnes. Mais cela ne signifie pas pour autant une remontée des PME (Petites et Moyennes Entreprises) indépendantes qui au contraire pèsent de moins en moins lourd dans l'emploi, du fait de l'accroissement du nombre et de la taille des groupes d'entreprises. A noter que le marché du travail n'est pas figé : dans l'ensemble de l'économie française, 40% des emplois ont changé de titulaire en 2004.

De nombreux graphiques et tableaux sont là pour appuyer cette argumentation : répartition des salariés du secteur concurrentiel selon la taille des établissements entre 1976 et 2005, nombre d'emplois dans les entreprises indépendantes et dans les groupes du secteur marchand entre 1991 et 2001, évolution du nombre d'actifs occupés entre 1982 et 2005 par secteur d'activité, les effectifs des familles professionnelles en 2002 ainsi que leurs taux d'évolution de 1982 à 2002, taux de sorties et d'entrées au cours de l'année 2004 au sein des établissements de plus de 10 salariés, selon le secteur d'activité.

Mots-clés : chômage / tertiairisation / industrie / PME / mobilité

Panorama des métiers. – Alternatives Economiques, hors-série ; L'emploi, 1^{er} trimestre 2007, n°71, pages 8 et 9

Résumé : Un panorama des métiers très complet avec un « zoom » sur la baisse spectaculaire des effectifs des emplois faiblement qualifiés dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics, évolution notamment liée en partie à la mondialisation mais aussi aux mutations technologiques. On assiste au contraire à un accroissement des emplois de services à tous les niveaux de qualification.

Mots-clés : métier / industrie / tertiaire / service

Nahapétian, Naïri . – La division sexuelle du travail fait de la résistance . – Alternatives Economiques, hors-série ; L'emploi, 1^{er} trimestre 2007, n°71, pages 38 et 39

Résumé : La division sexuelle du travail se maintient en France ; même si les femmes peuvent désormais accéder à tous les métiers, leur carrière et leur salaire souffrent toujours des discriminations qu'elles subissent. On peut ainsi observer que certaines professions sont quasi-exclusivement exercées par des femmes, et que ce sont essentiellement des postes pour des personnes peu diplômées, en reprise d'activité, souvent mal rémunérés, et surtout, peu valorisés. De plus ce sont massivement des métiers reproduisant les tâches de services que les femmes assurent traditionnellement au sein de la famille (secrétaires, assistantes maternelles, etc.). Ainsi, 80% des personnes les moins bien rémunérées sont des femmes. On peut notamment expliquer ces inégalités par le niveau de formation pour les générations plus vieilles, l'orientation étant en cause pour les nouvelles générations (désormais les femmes sont plus diplômées en moyenne que les hommes mais elles se dirigent plus souvent vers les filières littéraires et sociales, moins valorisées, alors que les garçons sont majoritaires dans les filières plus sélectives telles les écoles d'ingénieurs), mais ces inégalités s'expliquent aussi par des attitudes discriminatoires de la part des employeurs ou bien par la persistance de modèles d'organisation très masculins.

Mots-clés : parité / orientation / salaire / diplôme / inégalité / discrimination

Duval, Guillaume . – Des temps difficiles pour le syndicalisme . – Alternatives Economiques, hors-série ; L'emploi, 1^{er} trimestre 2007, n°71, pages 44 et 45

Résumé : Chômage, précarité et menaces de délocalisation affaiblissent la négociation et la régulation collective des rapports de travail. Ainsi la négociation collective est quasi inexistante en France à cause des divisions du mouvement syndical et de la faiblesse des interlocuteurs patronaux. En effet, le patronat français n'a pas l'autorité nécessaire pour imposer les compromis qui ressortiraient des négociations, et le mouvement syndical est divisé en cinq confédérations. De plus le taux de syndicalisation est très bas (moins de 8% au global), car à la différence de certains pays où le syndicalisme est puissant, les salariés ne

voient pas forcément ce qu'ils gagneraient à se syndiquer. Le syndicalisme français doit également faire face à des employeurs qui recourent de plus en plus à des formes précaires d'emploi (intérim, contrats à durée indéterminée) mais aussi au recours important à des petites et moyennes entreprises, ce qui permet de contourner beaucoup de contraintes que la loi impose aux grandes entreprises.

Mots-clés : Syndicalisme / patronat / négociation / forme précaire d'emploi / PME / négociation collective / précarité